

## **Eau, Hygiène et Assainissement au Niger :** Comment accompagner les collectivités dans la maîtrise d'ouvrage des services?

Cette note est rédigée pour lancer une réflexion avec les acteurs impliqués sur les services d'eau potable et d'assainissement au Niger sur le thème : *Eau, Hygiène et Assainissement au Niger : Comment accompagner les collectivités dans la maîtrise d'ouvrage des services?*

L'objectif est de faire un bref état des lieux des connaissances sur le rôle des collectivités<sup>1</sup> nigériennes dans la mise en œuvre du service public d'eau potable, hygiène et assainissement et les initiatives existantes pour les accompagner dans leurs responsabilités.

Elle a pu être réalisée sur la base des informations recueillies par le pS-Eau dans le cadre de l'animation de ses activités de réseau Niger ([www.pseau.org/niger](http://www.pseau.org/niger)) et de plusieurs travaux de capitalisation qu'il mène sur des projets de coopération entre des collectivités françaises et nigériennes :

- **Mise en œuvre de la stratégie d'hygiène et d'assainissement de la ville de Zinder (2014-2019)**, mené en partenariat avec le Conseil départemental du Val-de-Marne, la Ville de Zinder, l'Union européenne, le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP), l'Agence de l'Eau-Seine-Normandie (AESN) et le programme Solidarité Eau (pS-Eau) ;
- **Projet d'Hygiène et d'Assainissement de Tessaoua PHAT I (2008-2010) et PHAT II (2011-2015)** sur Tessaoua, réalisés en partenariat avec la Ville de Tessaoua, le SIAAP, l'ONG RAIL- Niger, l'Agence de l'Eau Seine Normandie, la Ville de Conflans-Sainte-Honorine, le Ministère français des Affaires étrangères et européennes, l'Association Jitoua Conflans Tessaoua ;
- le **Projet d'Hygiène et d'Assainissement de Maradi PHAM (2010-2015)** sur Maradi, réalisé en partenariat avec la ville de Maradi, le SIAAP, l'ONG RAIL- Niger, l'AIMF.

Elle a été consolidée aux cours des discussions d'une mission du pS-Eau effectuée en avril 2017 et de la participation le 27 avril aux Journées des Municipalités organisées par l'AMN.

---

<sup>1</sup> Dans cette note, nous nous intéressons plus spécifiquement aux missions des communes nigériennes, principaux partenaires des acteurs de coopération décentralisée jusqu'à présent. Néanmoins, les régions nigériennes jouent également un rôle en termes de planification régionale, de préservation des ressources en eau et d'hydraulique pastorale.

## Sommaire

<b>1 Le contexte institutionnel : les compétences eau/assainissement transférées aux communes nigériennes</b> .....	<b>4</b>
1.1 L'accès à l'eau et à l'assainissement .....	4
1.2 La décentralisation au Niger .....	4
1.3 Le récent transfert des compétences Eau et Assainissement aux communes : où en est le processus un an après ? .....	5
<b>2 Sur le terrain : comment fonctionnent concrètement le service public communal d'eau potable et d'assainissement ? Exemples de Zinder, Maradi et Tessaoua</b> .....	<b>6</b>
2.1 Quels sont les moyens des communes pour assurer le service public d'eau potable et d'assainissement ? .....	6
2.1.1 Les moyens humains .....	6
2.1.2 Les moyens financiers .....	8
2.2 Quelles sont les compétences concrètes exercées par les communes nigériennes en matière d'eau potable et d'assainissement ? .....	9
<b>3 Le panorama des acteurs et initiatives en appui des communes nigériennes dans l'organisation des services EHA ?</b> .....	<b>14</b>
3.1 L'implication des collectivités françaises au Niger .....	14
3.1.1 Les acteurs de coopération engagés .....	14
3.1.2 Les financements mobilisés .....	16
3.2 Retours d'expériences sur l'appui à la maîtrise d'ouvrage communale .....	17
3.2.1 Renforcer les moyens financiers et humains des communes.....	17
3.2.2 Accompagner la commune dans son rôle de coordination .....	17
3.2.3 Sensibiliser les élus sur les enjeux de l'assainissement.....	18
3.2.4 S'assurer d'une réelle appropriation des PLEA par la commune.....	18
3.2.5 Appuyer la commune pour qu'elle développe l'offre de service .....	18
3.2.6 Consolider la pérennité financière et techniques des services municipaux .....	18
3.2.7 Développer avec les acteurs communaux des outils opérationnels pour le suivi ....	19
<b>4 Bibliographie</b> .....	<b>20</b>

Afin de faciliter l'analyse des services Eau, Hygiène, Assainissement, nous nous basons sur une grille de lecture qui se décompose en 6 fonctions. Cette grille a été élaborée dans le cadre des travaux du pS-Eau sur la maîtrise d'ouvrage de services d'eau potable et d'assainissement qui se sont conclus sur la rédaction du guide [\*Renforcer la commune dans l'organisation des services d'eau potable et d'assainissement\*](#).

Fonction	Descriptif
Coordination	<ul style="list-style-type: none"> <li>Relation entre la collectivité locale et les autres acteurs concernés par les services d'eau potable et d'assainissement (usagers, opérateurs privés, services déconcentrés, ONG, Bureaux d'études, etc.) pour assurer la cohérence des actions menées sur le territoire</li> </ul>
Politique	<ul style="list-style-type: none"> <li>Définition des objectifs d'amélioration des services (taux d'accès aux services, types de services, zones /publics cibles prioritaires, etc.)</li> <li>Définition des grands principes qui guident le fonctionnement des services (principes de gestion des services et rôle des parties prenantes, principes de tarification des services, etc.)</li> <li>Communication régulière auprès des usagers sur la qualité des services et l'avancement des divers projets</li> <li>Implication des acteurs locaux dans la prise de décision</li> </ul>
Planification	<ul style="list-style-type: none"> <li>Diagnostic des besoins régulièrement actualisé</li> <li>Hierarchisation des priorités, en concertation avec les différentes catégories d'acteurs concernés, et en adéquation avec les contraintes et opportunités de financement et capacités</li> <li>Définition des activités à conduire pour atteindre les objectifs (politiques) fixés</li> </ul>
Études et travaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réalisation d'études préalables (analyse approfondie des demandes et des besoins, avant-projets sommaires, avant-projets détaillés, comptes d'exploitation prévisionnels des nouveaux services envisagés, modes de gestion, modalités de recouvrement des coûts, etc.)</li> <li>Mobilisation des financements</li> <li>Sélection des prestataires (rédaction des termes de références et cahiers des charges, sélection, contractualisation)</li> <li>Réalisation, suivi et réception de travaux</li> <li>Réalisation et suivi des activités d'accompagnement (renforcement des capacités, promotion et sensibilisation des usagers)</li> </ul>
Gestion des services	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place des modalités de gestion et contractualisation</li> <li>Renforcement des capacités des exploitants (opérateurs privés, comités de gestion, etc.)</li> <li>Gestion technique des ouvrages et des équipements</li> <li>Gestion administrative et financière</li> <li>Gestion des relations avec les usagers (facturation, promotion de branchements sociaux, etc.)</li> </ul>
Suivi des services	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure de la qualité des services fournis</li> <li>Mesure de la qualité des services telle que perçue par les usagers</li> <li>Application des ajustements et sanction le cas échéant</li> </ul>

## 1 Le contexte institutionnel : les compétences eau/assainissement transférées aux communes nigériennes

### 1.1 L'accès à l'eau et à l'assainissement

Le Niger fait face à de nombreux défis en matière d'eau potable et d'assainissement. Malgré les efforts consentis ces dernières années par l'Etat nigérien et les collectivités locales, les taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement restent faibles.

Accès à l'eau potable et l'assainissement au Niger (2012)

Eau potable		Assainissement	
Utilisation d'un branchement domestique	8%	Utilisation d'une installation d'assainissement améliorée	9%
Utilisation d'un autre point d'eau amélioré	44%	Utilisation d'une installation partagée	5%
Utilisation d'un point d'eau non amélioré	45%	Utilisation d'autres installations non améliorées	10%
Utilisation de l'eau de surface	3%	Défécation en plein air	76%

Sources : JMP 2014

### 1.2 La décentralisation au Niger

Le processus de décentralisation a été amorcé au Niger au lendemain de l'accession du pays à l'indépendance mais a connu une lente évolution. Il n'est rentré véritablement dans une phase active qu'au début des années 2000 débouchant sur l'organisation des **premières élections locales en 2004**.

Le **Code général des collectivités territoriales de la République du Niger** (2010) précise les responsabilités des collectivités. Il reconnaît notamment les compétences des communes en matière de :

- planification locale ;
- construction et aménagement et entretien des fontaines et puits publics ;
- collecte, évacuation et traitement des eaux usées et eaux pluviales.

Le **Code de l'eau** (2010) précise les prérogatives des communes en matière d'eau potable et d'assainissement tout en tenant compte du code de l'**hygiène publique** (1993) et de la **loi sur l'environnement** (1998) qui lui sont antérieurs.

*Les collectivités territoriales décentralisées assurent l'élimination des ordures ménagères, excréta, eaux usées et autres déchets assimilés sur l'étendue de leur territoire en collaboration avec les services chargés de l'hygiène et de l'assainissement publics ou privés.*

*Article 64 de la loi sur l'environnement, 1998*

*Les collectivités territoriales assurent, dans le cadre de leurs missions respectives, la **gestion durable de l'eau** avec la participation de tous les acteurs concernés.*

*Article 26 du Code de l'Eau, 2010*

Dans le contexte actuel de transfert des compétences eau/assainissement, les collectivités nigériennes doivent jouer un rôle important pour organiser les services publics d'eau potable et d'assainissement et mettre en œuvre le Programme Sectoriel Eau Hygiène et Assainissement 2016-2030 (PROSEHA) afin de répondre aux Objectifs du Développement Durable (ODD).

### 1.3 Le récent transfert des compétences Eau et Assainissement aux communes : où en est le processus un an après ?

En janvier 2016, le gouvernement nigérien a adopté un **décret portant transfert des compétences et des ressources de l'Etat aux Communes**.

Quatre domaines sont ainsi transférés dont l'eau et l'assainissement. L'encadré suivant précise les compétences qui sont dévolues aux communes dans le domaine de l'hydraulique.

L'**arrêté ministériel du 20 mars 2017** précise les conditions et modalités techniques d'exercice des compétences et des ressources transférées par l'Etat aux communes dans le domaine de l'Hydraulique et de l'Assainissement.

1. **Mise en application des documents de politiques, stratégies et programmes** du secteur de l'eau et de l'assainissement relevant de la compétence de la commune ;
2. **Application des textes législatifs et réglementaires** concernant le domaine de l'hydraulique et de l'assainissement et relevant de la compétence de la commune ;
3. Mise en œuvre de programmes d'**information, de sensibilisation, de communication, d'éducation et d'encadrement des populations** en matière d'eau et d'assainissement relevant de la compétence de la commune ;
4. **Gestion des services** publics d'alimentation en eau potable et d'assainissement sur la base des contrats et conventions de délégations de service public d'eau potable ;
5. Utilisation du **budget d'investissement** mis à disposition en matière de réalisation et de réhabilitation d'infrastructures d'hydraulique et d'assainissement ;
6. Mise en œuvre des relations intercommunales dans le cadre de la **Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)** ;
7. Elaboration des **rapports annuels d'activités** de la commune et des rapports périodiques sur l'état des infrastructures d'hydraulique et d'assainissement ;
8. Suivi et contrôle des **travaux de réalisation et/ou de réhabilitation** des infrastructures d'hydraulique et d'assainissement
9. **Collecte et transmission des données et d'informations au Ministère** en charge de l'eau et de l'assainissement ;
10. Elaboration et réactualisation et mis en œuvre des **Plans locaux de l'eau et de l'assainissement (PLEA)** ;
11. Réalisation des **études de faisabilité** relatives à la réalisation et/ou à l'aménagement des points d'eau et ouvrages d'assainissement.

*Article 2 de l'arrêté ministériel portant Cahier des Charges précisant les conditions et modalités techniques d'exercice des compétences et des ressources transférées par l'Etat aux communes dans le domaine de l'Hydraulique et de l'Assainissement, 2017*

Les ressources financières nécessaires à l'exercice des compétences transférées par l'Etat aux communes seront précisées dans la Loi Finance. L'arrêté ne précise pas les modalités de ce transfert financier. L'arrêté prévoit également la possibilité de mettre à disposition des communes du personnel des services déconcentrés du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement.

## 2 Sur le terrain : comment fonctionnent concrètement le service public communal d'eau potable et d'assainissement ? Exemples de Zinder, Maradi et Tessaoua

Si le contexte institutionnel nous donne une bonne vision des missions théoriquement transférées aux communes, il est nécessaire d'évaluer les moyens actuels des collectivités et les compétences qu'il est nécessaire de renforcer pour qu'elles puissent répondre à leurs responsabilités en matière d'eau potable et d'assainissement.

### 2.1 Quels sont les moyens des communes pour assurer le service public d'eau potable et d'assainissement ?

Pour illustrer cette partie, nous nous appuyons sur les exemples concrets des villes de Zinder, Maradi et Tessaoua, toutes trois en coopération avec des collectivités françaises et dont les structures sont particulièrement connues par le pS-Eau.

#### 2.1.1 Les moyens humains

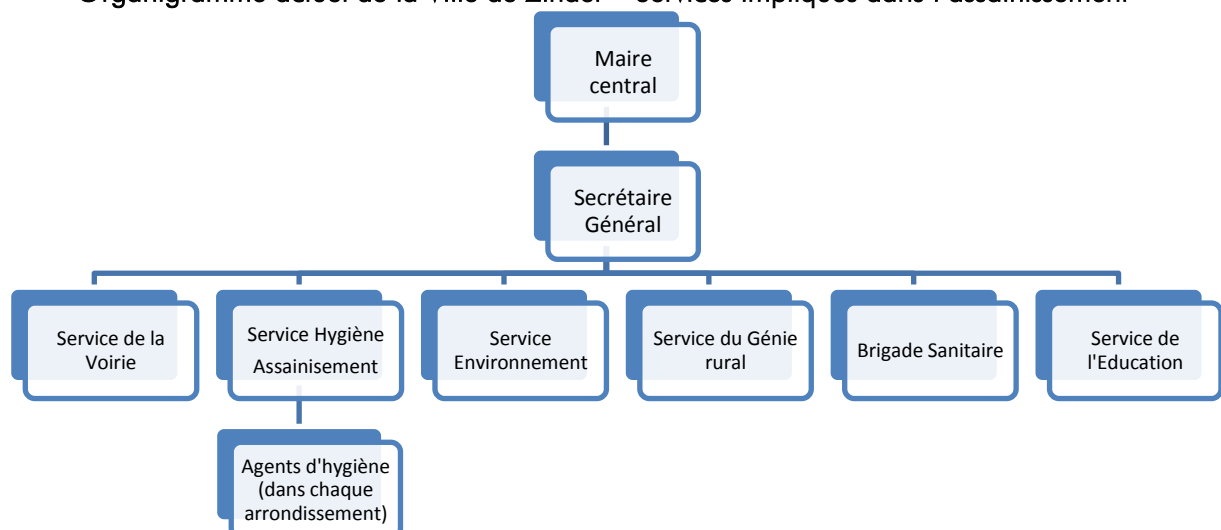
La ville de Zinder :

Le **Président du Conseil de la Ville de Zinder** et les **maires d'arrondissement (5 arrondissements dont 4 urbains)** sont très impliqués sur le domaine de l'assainissement notamment à travers le programme de la coopération.

Comme présenté dans le schéma suivant, plusieurs **services municipaux** (dépendant du Conseil de ville) agissent pour l'assainissement, sans pour autant que leur périmètre d'actions soit clairement défini. Souvent, derrière un service, il n'y a que le chef de service, sans équipe fixe pour appliquer les prérogatives du service.

De plus, seuls le Secrétaire général, le chef de service de la Voirie et le Chef de la Brigade sanitaire sont des agents communaux. Les autres chefs de services sont des agents de l'Etat, détachés à la Mairie (depuis plus de 10 ans pour certains). Le risque est de voir ces agents mutés par l'Etat sans que le Maire n'ait de prise sur la décision, ce qui est déjà arrivé depuis le début de la coopération.

Organigramme actuel de la Ville de Zinder – Services impliqués dans l'assainissement



Par ailleurs, la ville s'appuie sur :

- Les **services régionaux ou départementaux déconcentrés de l'Etat** : ils apportent un appui technique à la ville, sur demande du Maire au Ministère de tutelle. Les fonctionnaires d'Etat demandent très souvent à être rémunérés pour ces missions, soit par la commune, soit par les bailleurs des projets.
- Les **opérateurs privés** : ils interviennent plus ou moins formellement dans le secteur de l'assainissement.
- Les **associations/ONG (ONG SAPHTA ou DEMIE E par exemples)** : elles interviennent également dans ce secteur, en partenariat ou pas avec la Mairie, selon les bailleurs qui les financent.

Dans le cadre du projet en cours *Mise en œuvre de la stratégie d'hygiène et d'assainissement de la ville de Zinder*, la Ville de Zinder est en partenariat avec l'UE, le CD94, le SIAAP, l'AESN et le pS-Eau. Du fait des missions impossibles à effectuer suite à une situation sécuritaire qui s'est dégradée depuis 2010 (une mission de 2 jours a pu s'effectuer fin 2016), les partenaires ont souhaité mobiliser une structure d'appui qui apporte un appui technique et administratif à la Ville pour la mise en œuvre et le suivi des activités.

Par ailleurs, le projet s'appuie sur :

- Les services déconcentrés de l'Etat :
  - la direction régionale de l'urbanisme (DRULA) met à disposition de la Ville 4 agents pour le suivi et le contrôle des chantiers de construction des latrines afin de renforcer les capacités des techniciens de la Ville de Zinder.
  - Une convention de partenariat est également signée avec les directions régionales de l'enseignement primaire et secondaire (DREP, DRES) afin de s'assurer de leur participation à titre gratuit dans les opérations de sensibilisation dans ces établissements.
  - Les services régionaux de l'hydraulique et de l'assainissement (DRHA) sont régulièrement informés des actions menées, sur demande expresse du ministère, et ce pour notamment mettre à jour les statistiques sur les équipements réalisés.
- Les opérateurs privés :
  - L'ensemble des constructions de latrines mais aussi toutes les autres prestations (formation, sensibilisation, ...) sont contractualisées par des marchés publics européens et mobilisent des entreprises locales ;
  - La collectivité a également organisé des réunions avec les maçons et les vidangeurs intervenant dans la ville afin de les prévenir des chantiers à venir mais aussi pour leur offrir de la formation adéquate ;
  - Les édicules publics sont gérés par un opérateur privé en contrat avec la commune (gestion libre) ;
  - Des bureaux d'études sont également mobilisés pour la réalisation d'études techniques approfondies (étude sur le devenir des boues de latrines).
- Les associations/ONG : elles répondent aux appels d'offres sur les domaines qui sont de leur compétence. Par exemple, l'ONG DEMI-E a été sélectionnée par la Mairie dans le cadre du projet pour assurer la formation des agents d'hygiène.

#### La commune de Tessaoua :

Toutes les communes ne sont pas dotées de services techniques comme la Ville de Zinder. Ainsi, avant la mise en œuvre du projet d'hygiène et d'assainissement de Tessaoua (PHAT), la commune ne disposait pas de service d'hygiène et assainissement. Une **technicienne d'hygiène et assainissement a été recrutée** dans le cadre du PHAT.

Pour mener à bien ce projet, la ville de Tessaoua s'est aussi beaucoup appuyée, en plus des acteurs cités plus haut (services déconcentrés de l'Etat, Opérateurs privés, ONG), sur les **chefs de quartiers et chefs religieux** pour mobiliser les populations locales et faire passer certains messages de sensibilisation en matière d'hygiène.

Zinder et Tessaoua sont des communes urbaines et sont appuyées par des partenaires de coopération. Elles sont loin de refléter la réalité de l'ensemble des collectivités nigériennes. En effet, dans beaucoup de communes rurales, il arrive qu'il n'y ait même pas de Secrétaire Général ou de Receveur comme cela a été rapporté lors des Journées de l'AMN. Par ailleurs, les ressources humaines disponibles et mobilisables par les collectivités n'ont pas toujours toutes les compétences nécessaires. La gestion d'un service d'eau potable ou d'assainissement demande un minimum de compétences techniques (niveau BEPC), de capacité de mobilisation sociale, de gestion financière, ou encore de rédaction.

### 2.1.2 Les moyens financiers

Comme présenté dans le *Guide des services d'alimentation en eau potable du Niger*, les ressources d'un service communal de l'eau peut être schématiquement classé en quatre catégories :

- **les transferts** de l'Etat ;
- **les taxes** (locales/nationales) **ou redevances**;
- **le tarif** (il est prévu que le tarif de l'eau comprenne une part qui revient au Maître d'ouvrage) ;
- **les financements de partenaires financiers sur des projets.**

Généralement, les installations (budget d'investissement) sont jusqu'à présent financées par l'Etat ou directement par les communes appuyées financièrement par des partenaires de coopération.

La gestion du service d'eau potable et d'assainissement (budget de fonctionnement) devrait être couverte par les taxes et les tarifs. Enfin, la commune doit provisionner un fonds sur la part qui lui revient du tarif pour le renouvellement et l'extension du service.

Cela suppose donc que les communes soient en capacité de **mobiliser les moyens auprès des administrés, des usagers, de l'Etat et de leurs partenaires**, mais aussi qu'elles aient la **volonté politique de mobiliser le budget communal sur l'eau et l'assainissement**, qu'elles définissent un **tarif adapté pour couvrir les coûts du service et qu'elles gèrent le recouvrement des taxes**.

#### Eléments budgétaires de la commune de Tessaoua en 2014 et 2015

Budget général - investissement				
	En F CFA	En euros	Budget/habitants	Taux d'exécution
Budget 2014	475 057 164 CFA	724 220 €	4,39 €	
réalisé	76 865 955 CFA	117 181 €	0,71 €	16%
Budget 2015	453 057 164 CFA	690 681 €	4,19 €	
réalisé	153 860 139 CFA	234 558 €	1,42 €	34%
Budget hygiène/ assainissement				
Budget 2014	42 089 664 CFA	64 165 €	0,39 €	
réalisé	19 323 929 CFA	29 459 €	0,18 €	46%
Budget 2015	19 100 000 CFA	29 118 €	0,18 €	
réalisé	17 791 295 CFA	27 123 €	0,16 €	93%



En analysant les budgets communaux (voir le tableau ci-dessous pour la commune de Tessaoua), on comprend que les **moyens financiers dont disposent les collectivités nigériennes en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement restent aujourd'hui limités** pour couvrir l'ensemble des besoins, même lorsque celles-ci déploient une part importante de leur budget général (à Tessaoua 9% et 4% du budget général ont été consacrés à l'assainissement sur les exercices 2014 et 2015).

Au delà de la mobilisation des moyens, c'est aussi la capacité des collectivités à utiliser ces ressources qu'il faut analyser. Comme on le voit à travers les taux d'exécution budgétaire présentés ci-dessus, **les communes rencontrent parfois des difficultés pour utiliser les montants budgétés**. Cela peut s'expliquer par diverses raisons : un plan d'action pas assez précis, des difficultés pour identifier des entreprises compétentes pour réaliser les travaux, ou encore des procédures administratives et financières trop lourdes. En effet, l'obligation de compte unique au niveau du Trésor public, suppose des procédures souvent lentes qui freinent la mise en œuvre des projets financés par le budget communal. Actuellement, les tensions de trésorerie que connaît le Niger paralysent l'action des collectivités.

## 2.2 Quelles sont les compétences concrètes exercées par les communes nigériennes en matière d'eau potable et d'assainissement ?

Avec des compétences récemment transférées et des moyens humains et financiers encore limités les services communaux d'eau potable, hygiène et assainissement ne fonctionnent pas pleinement comme le prévoient les textes réglementaires.

Tout l'enjeu est donc d'analyser le **fonctionnement concret des communes** et voir comment elles s'emparent aujourd'hui de leur mission dans le secteur de l'eau et de l'assainissement afin de bien comprendre les difficultés qu'elles rencontrent et prioriser les éventuelles compétences à renforcer.

Certains travaux ont déjà révélé quelques éléments sur la réalité de la maîtrise d'ouvrage communale que l'on peut résumer en quelques chiffres (voir encadré).

### Le fonctionnement des services d'eau potable en quelques chiffres

Une récente étude réalisée sur plus de 300 AEP au Niger, donne quelques éléments sur le fonctionnement réel des services d'eau potable. L'enquête porte sur 43 communes des régions de Tillabéry, Dosso, Tahoua, Maradi, Zinder et Diffa.

- **Planification :**
  - 56% des communes enquêtées ne disposent pas de PLEA
  - 74% des PLEA existants ne sont pas actualisés;
  - 23% des communes ont un plan d'investissement pour les 3 ans à venir
- **Gestion :**
  - 88% des communes n'ont pas de service municipal eau/assainissement
  - La redevance communale est la principale source de financement (moyenne de 360F/usagers/an)
- **Suivi du service :**
  - 25% des communes n'ont pas contracté avec une Structure d'appui conseil au service public de l'eau (SAC/SPE)
  - 34% des exploitants n'ont pas produit de rapports mensuels/annuels

Les communes devraient mobiliser via le tarif de l'eau les moyens dédiés au renouvellement et l'extension du service mais l'étude a eu des difficultés pour récolter des informations sur les montants disponibles à ce niveau. Ces fonds ne rentrent pas dans le budget de la commune.

Source : *Evaluation des performances de la gestion déléguée du service public de l'eau en milieu rural au Niger*, Union européenne, Luxdev, Coopération suisse, 2016

Le tableau de la page suivante synthétise les difficultés évoquées par les Communes, leurs partenaires de coopération et le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement sur le fonctionnement actuel des services municipaux Eau, Hygiène et Assainissement.

Quels sont les principaux enjeux pour que les services municipaux d'eau potable et d'assainissement au Niger fonctionnent ?

Fonctions	Compétences transférées (arrêté MHA mars 2017)	Enjeux pour la commune	Constats
1. Coordination	Information et sensibilisation des populations	<p>Etre identifiée comme un acteur majeur de l'assainissement (par les usagers, les services de l'Etat, les ONG, etc.)</p> <p>Animer la concertation entre les parties prenantes locales</p> <p>Impliquer les usagers pour avoir leur adhésion et de faire évoluer les mentalités en matière d'hygiène et d'assainissement mais aussi en matière de règlement des impôts, taxes et redevances.</p>	<p>De <b>nombreux acteurs interviennent</b> dans le secteur de l'eau et de l'assainissement (associations, opérateurs, services de l'Etat, ONG internationales, etc.) sans avoir fait valider ni même informé la commune ;</p> <p>Un jeu d'acteur complexe ;</p> <p>La commune n'est <b>pas toujours perçue comme l'acteur clé</b> des services E/A (peur de leur incompétence, de légitimité, etc.) ;</p>
2. Politique	Application du cadre politique et législatif	<p>Faire de l'eau et de l'assainissement un objectif du mandat des élus (amélioration des conditions sanitaires de la population, protection de l'environnement).</p> <p>Mobiliser les moyens nécessaires pour mener à bien la politique communale en matière d'eau potable et d'assainissement (taxation, imposition, planification budgétaire).</p> <p>Connaître et appliquer les politiques et stratégies nationales</p>	<p>Une <b>connaissance relative du cadre politique et législatif</b> et des responsabilités qui incombent aux Communes;</p> <p>De <b>nombreuses priorités locales</b> (accès à l'eau, assainissement, développement économique, l'éducation, la santé, etc.) alors que les communes sont dotées de moyens humains et financiers limités pour y faire face ;</p> <p>L'assainissement, en particulier, peine à devenir une priorité pour les élus;</p> <p>Les <b>Maires sont rarement élus sur un programme politique définissant leurs priorités d'intervention</b>, mais sont présentés par un parti politique.</p>

3. Planification	Elaboration et actualisation des plans locaux eau et assainissement	<p>Faire du PLEA un outil de plaidoyer et le décliner en programme d'action réaliste.</p> <p>Evaluer les besoins et les moyens nécessaires à mobiliser (à court, moyen et long terme). Anticiper en particulier la maintenance des ouvrages et le fonctionnement du service dans la durée.</p>	<p>Les communes sont impliquées dans l'élaboration des PLEA mais en sont <b>rarement à l'initiative</b>. Une fois élaborés, elles ne se l'approprient pas toujours;</p> <p><b>Prévisions budgétaires annuelles peu réalistes</b> (le canevas des PLEA ne permet pas d'évaluer les réelles capacités des communes) et leur mise en œuvre dépend des bailleurs et de l'Etat qui tarde à transférer les ressources ; Peu/pas de stratégie financière et technique de <b>maintenance</b> ;</p> <p><b>Peu de suivi</b> de la mise en œuvre des plans ;</p> <p>L'obligation de <b>présenter des résultats visibles</b> à la fin du mandat électoral qui incite les élus à agir vite, sans planifier.</p>
4. Etudes et travaux	Réalisation des études de faisabilité Mobilisation du budget d'investissement Suivi et contrôle des travaux	<p>Identifier les solutions techniques optimales qui répondent aux attentes et prennent en compte les contraintes</p> <p>Engager, suivre et contrôler les travaux</p>	<p>Des <b>moyens d'investissements et compétences techniques limités</b> (dépendance vis-à-vis de financements extérieurs) ;</p> <p>Des procédures de marché public de plus en plus maîtrisées par les communes mais des <b>difficultés pour mobiliser les entreprises locales</b> (manque de compétences pour répondre au cahier des charges ; peu de confiance dans les capacités de paiement, dans les délais, de la commune). A ce sujet : Faut-il favoriser les entreprises locales ou ouvrir le marché aux autres entreprises nationales pour s'assurer de la qualité de la prestation ? <b>Influence politique</b> dans le choix des entreprises ;</p> <p>Le <b>suivi des travaux est souvent négligé</b> et les travaux effectués sont de piètre qualité.</p>

5. Gestion	Gestion des services	<p>Consolider la pérennité financière et technique des services municipaux afin d'assurer</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la gestion des ouvrages : maintenance, entretien courant</li> <li>le fonctionnement d'un service dédié avec des agents dont les fonctions sont clairement définies</li> </ul>	<p>Le <b>guide des services d'Alimentation en Eau Potable au Niger</b>, qui précise les rôles de chaque acteur, n'est pas connu de tous.</p> <p>Peu de compétences techniques au niveau des communes et <b>turn over</b> des équipes municipales (élus et techniciens) ;</p> <p>Des <b>ressources financières locales difficilement mobilisables</b> en continue (ex. : le taux de recouvrement de la taxe voirie à Niamey ne dépasse pas 2%).</p> <p>Les ressources issues du service de l'eau (la part Maître d'ouvrage pour le service municipal eau et assainissement (SMEA) et le fonds de réhabilitation et extension (FRE) n'apparaissent pas dans le budget communal et ne sont pas sécurisées.</p>
6. Suivi	<p>Suivi du fonctionnement du service (rapport d'activités)</p> <p>Collecte et transmission des données eau/assainissement au Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement</p>	<p>Développer des outils/approches opérationnels pour le suivi et le partage des informations sur le fonctionnement du service</p> <p>S'appuyer sur une structure d'appui conseil au service public de l'eau (SAC/SPE)</p> <p>S'appuyer sur les données du suivi pour (ré)orienter la politique communale en matière d'eau potable et d'assainissement</p>	<p>Nécessité d'<b>accompagner les populations locales dans la durée</b> pour s'assurer qu'elle s'approprie les pratiques d'hygiène et d'assainissement ;</p> <p><b>Manque de moyens humains et financiers pour assurer le suivi ;</b></p> <p>L'intérêt du suivi n'est pas toujours perçu localement.</p>

### 3.1 L'implication des collectivités françaises au Niger

## Un cadre juridique favorable à la coopération décentralisée

Plus spécifiquement sur l'eau et l'assainissement, la **loi Oudin Santini du 9 février 2005**, autorise les collectivités, les établissements publics de coopération intercommunale et les agences de l'eau à consacrer jusqu'à 1 % des recettes de leurs services d'eau et d'assainissement à des actions de solidarité internationale dans ce même secteur.

A map of France with 12 blue location pins indicating the locations of the 12 French regions. The pins are distributed across the country, with a cluster of three pins in the northwest (Brittany, Normandy, and Centre-Val de Loire), a cluster of three pins in the north (Hauts-de-France, Île-de-France, and Grand Est), and a cluster of three pins in the east (Auvergne-Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, and Occitanie). The map also shows neighboring countries: London, Nederland/Netherlands, Belgique/Belgium, Luxembourg, Suisse/Switzerland, Monaco, and Andorra.

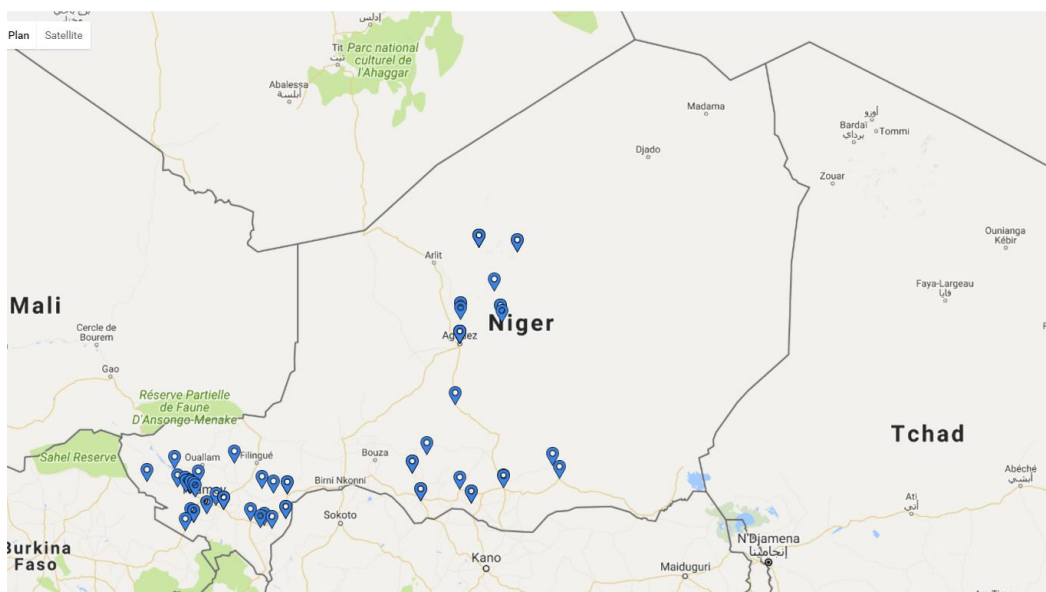
## Cartographie des collectivités françaises engagées au Niger

collectivités bas-normandes et l'association des communes du canton de Kornaka (ACKK) – à confirmer en Conseil Municipal en mars 2016

- Montpellier Méditerranée Métropole s'est associée aux actions de coopération entre Grabels et Abalak.

Collectivités engagées sur des projets eau et assainissement	
Collectivité française	Collectivité nigérienne
Andrésey	Korgom
CC Faucigny Glières	Tera
CC Guingamp Communauté	Aderbissanat
Cesson Sevigne	Dankassari
CG 22 Côte d'Armor	Département de Tchirozerine
CG 71 Saône et Loire	Tahoua
CG 94 Val de Marne	Ville de Zinder
Conflans Ste Honorine	Tessaoua
Coulaines	Kouré
Grabels – Montpellier Méditerranée Métropole	Abalak
Ils, Colombelles, Mézidon Canon et Castillon en Auge – Louvigny, Mondeville	Communes du Canton de Kornaka - ACKK
Juvisy-sur-Orge	Tillabéri
Lannion	Tchirozerine
Louviers	Timia
Orsay	Dogondoutchi
Pezilla-la-Rivière	Say
SIAAP	Tessaoua, Maradi, Zinder
SIACRE	Ayorou
SIVOA	Bitinkodji

Par ailleurs, une soixantaine d'associations, ONG, comités de jumelages français ont été impliqués sur des projets eau/assainissement depuis 2006.

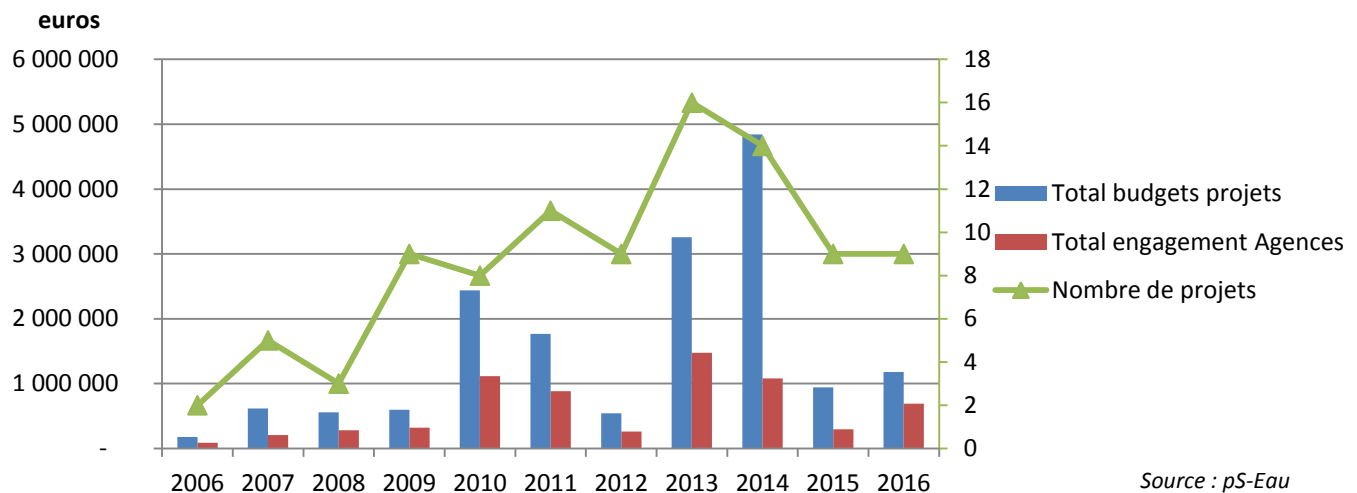


Cartographie des projets eau/assainissement au Niger portés par des acteurs de coopération français et leurs partenaires nigériens (2013-2017)

### 3.1.2 Les financements mobilisés

Comme le montre le graphique suivant, le nombre de projets eau/assainissement et les financements mobilisés par les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale était plutôt en croissance entre 2006 et 2014, marqué par un premier ralentissement en 2012 et un nouveau en 2015 et 2016.

**Bilan des projets menés au Niger, co-financés par les Agences de l'eau (2006-2016)**



Ces données sont à remettre en perspective d'une part avec la situation politique et sécuritaire du Niger (les années 2010 et 2011 ont été marquées par la chute du gouvernement Tandja et les enlèvements de ressortissants français à Arlit et à Niamey et 2015 par les manifestations anti-Charli Hebdo à Zinder et Niamey) et d'autre part avec le contexte électoral français (les élections municipales et départementales de 2014 et 2015 ont vu le changement de couleur politique de certaines collectivités françaises engagées au Niger et certains exécutifs ont choisi de suspendre ou de réorienter leurs politiques internationales).

A l'inverse, certains pics peuvent s'expliquer par le démarrage de programmes pluri-annuels conséquents, mobilisant plusieurs co-financeurs. Ainsi en 2014, le projet de coopération Zinder/Val de Marne s'élève à lui seul à un total de 3,160 millions d'euros (sur 5 ans) avec un co-financement de l'Union Européenne - Facilité Eau, l'Agence de l'Eau Sein Normandie (AESN), le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP), le Conseil Départemental du Val de Marne et la Ville de Zinder.

Malgré les conditions d'intervention rendues difficiles par la situation sécuritaire de la zone, le Niger reste un pays focus de coopération pour les acteurs CDNG impliqués dans le secteur de l'eau. L'engagement de nouvelles collectivités ainsi que des mobilisations financières conséquentes ces dernières années sont plutôt des signes encourageants. Le défi est de maintenir le cap dans le futur.

Au-delà des financements que ces acteurs de coopération peuvent mobiliser, ces partenariats sont l'opportunité pour les collectivités nigériennes d'échanger avec d'autres collectivités et de partager des outils, des expériences pour améliorer la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement. C'est ce que nous allons voir dans la partie suivante.



### 3.2 Retours d'expériences sur l'appui à la maîtrise d'ouvrage communale

Ce panorama ne prétend pas être exhaustif mais essaye de présenter quelques initiatives mises en place pour accompagner les communes nigériennes dans leur mission.

Ces expériences pourront faire l'objet d'études plus approfondies pour être capitalisées et diffusées auprès des acteurs nigériens et français intervenant sur le secteur de l'eau potable et de l'assainissement.

#### 3.2.1 Renforcer les moyens humains des communes

Objectif : Renforcer les ressources humaines communales et mobiliser des ressources financières exogènes pour pérenniser le fonctionnement des services d'eau potable et d'assainissement.

Exemples :

- Recrutement d'un agent d'hygiène à Tessaoua et le renforcement de ses compétences par le biais de coaching quotidien (SIAAP/Conflans/Tessaoua/ RAIL-Niger)
- Formations adaptées aux agents communaux nigériens ainsi que le développement d'un réseau de professionnels de l'assainissement pour faciliter les échanges (Réseau Projection/RAIL-Niger)
- Mutualisation des moyens à l'échelon intercommunal (Eau Vive/Communes Normandes/Canton de Kornaka ou Helvetas dans le cadre du PHRASEA)
- Recrutement et affectation de 10 agents d'hygiène et d'assainissement au service public communal d'assainissement et renforcement de leurs compétences à travers des formations (CD94/Zinder/SIAAP/pS-Eau/AESN/UE)
- Mise en place d'un guichet renforcement des compétences (ANFICT)

#### 3.2.2 Accompagner la commune dans son rôle de coordination

Objectif : Renforcer les compétences de concertation de la commune et sa visibilité auprès des différents acteurs du secteur (Etat et services déconcentrés, partenaires techniques et financiers, ONG internationales et locales, opérateurs privés, bureau d'études, usagers) pour qu'elles deviennent un acteur local incontournable.

Exemples :

- Mise en place d'un cadre de concertation Eau/ Assainissement au niveau communal (Eau Vive/Communes Normandes/Canton de Kornaka, Makalondi et Illéla)
- Appui sur les autorités coutumières, maitres d'ouvrage associés des Communes, pour mobiliser les populations et diffuser les bonnes pratiques d'hygiènes (SIAAP/Conflans/Tessaoua/ RAIL-Niger)
- Organisation de réunions publiques pour améliorer la visibilité des élus et agents communaux sur les questions d'hygiène et d'assainissement auprès des acteurs locaux du domaine et les usagers (CD94/Zinder/SIAAP/pS-Eau/AESN/UE)
- Formation et coaching des élus locaux sur le leadership (programme SNV – 13 communes)

### 3.2.3 Sensibiliser les élus sur les enjeux de l'eau et de l'assainissement et les politiques sectoriels à appliquer

Objectif : Diffuser les connaissances aux élus sur le cadre sectoriel et leurs obligations et les informer sur les impacts concrets d'un mauvais assainissement sur leur territoire pour qu'ils prennent des mesures fortes en matière d'hygiène et d'assainissement.

Exemples :

- Formation des élus et des cadres communaux sur les questions d'hygiène et d'assainissement et échanges avec les élus français sur les politiques d'assainissement (CD94/Zinder/SIAAP/pS-Eau/AESN/UE)

### 3.2.4 S'assurer d'une réelle appropriation des PLEA par la commune

Objectif : Donner à la commune une meilleure visibilité sur les enjeux de son territoire en matière d'eau potable et d'assainissement, pour qu'elle définisse un programme d'actions réaliste et qu'elles mobilisent les moyens nécessaires pour le mettre en œuvre.

Exemples

- Facilitation de la concertation locale dans l'élaboration et la mise en œuvre de la Stratégie Municipale Concertée à Tahoua (pS-Eau- Alienza por el Agua/ Tahoua)
- Appui dans l'élaboration des PLEA, en prenant en compte la capacité institutionnelle de la commune (prochain programme IRC/BERIA)

### 3.2.5 Appuyer la commune pour qu'elle développe l'offre de service

Objectif : Renforcer les moyens techniques et financiers des communes pour qu'elles puissent lancer et suivre les travaux nécessaires pour couvrir les besoins locaux.

Exemples

- Appui technique des « experts » val de marnais aux services communaux et des services déconcentrés pour l'élaboration des DAO et le suivi des travaux et recrutement d'une structure d'appui chargée d'accompagner la Ville dans toutes les étapes de la mise en œuvre du projet (CD94/Zinder/SIAAP/pS-Eau/AESN/UE)
- Dynamisation le tissu économique local pour qu'ils proposent une offre de service de qualité en formant les artisans locaux (CD94/Zinder/SIAAP/pS-Eau/AESN/UE)
- Accompagnement de la commune à toutes les étapes d'un marché public de la sélection au suivi du prestataire (Helvetas dans le cadre du PHRASEA ou CD94/Zinder/SIAAP/pS-Eau/AESN/UE)
- Mise en place d'un Fonds de Développement Local auquel contribuent le partenaire de coopération et les communes nigériennes associées, mobilisable pour les projets d'investissement des communes selon un droit de tirage (Région Picardie/APIMAK/IRAM/CIEDEL/RAIL-Niger)
- Engagement financier de la coopération décentralisée au Niger sur l'eau et l'assainissement et effet levier pour mobiliser d'autres partenaires financiers (Agences de l'Eau, Union Européenne, etc.)

### 3.2.6 Consolider la pérennité financière et techniques des services municipaux

Objectif : Appuyer les communes dans l'organisation des services et la détermination du prix des services d'eau potable et d'assainissement.

Remarque : la pérennisation des services passera par l'amélioration de la qualité du service qui incitera les usagers à contribuer à son financement ainsi que par la génération d'une économie locale.

#### Exemples

- Contrat et suivi du gestionnaire des toilettes publiques (SIAAP/Conflans/Tessaoua ou (CD94/Zinder/SIAAP/pS-Eau/AESN/UE)
- Elaboration et adoption d'un cadre réglementaire municipal et d'un règlement de gestion des toilettes publiques (CD94/Zinder/SIAAP/pS-Eau/AESN/UE)
- Fonds commun de réparation et dépôt de pièces détachées (Eau Vive/Communes Normandes/Canton de Kornaka)
- Recyclage d'artisans réparateurs et fourniture d'un kit de réparation (Orsay/Dogondoutchi/AESN/RAIL-Niger)

#### 3.2.7 Développer avec les acteurs communaux des outils opérationnels pour le suivi

Objectif : Identifier les enjeux propres au service et définir les modalités de suivi

#### Exemples

- Développement du SAC/SPE dans la région de Maradi (SEVES/Thec)



## 4 Bibliographie

### 4.1 Textes juridiques

Ordonnance n°93-13 du 2 mars 1993 instituant un code d'hygiène publique au Niger

Loi N° 98- 56 du 29 Décembre 1998 portant loi-cadre relative à la Gestion de l'Environnement

Loi sur la décentralisation N°2001-23 du 10 août 2001, portant création des circonscriptions administratives et collectivités territoriales ;

Loi 2002-013 du 11 juin 2002 portant transfert des compétences aux régions, départements et communes

[Ordonnance n°2010-09 du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant Code de l'Eau au Niger](#)

Ordonnance n°2010-54 du 17 septembre 2010 portant Code général des collectivités territoriales de la République du Niger

[Décret n°2016-75 du 26 janvier 2016 portant transfert des compétences et des ressources de l'Etat aux communes dans le domaine de l'Education, de la Santé, de l'Hydraulique et de l'Environnement](#)

Arrêté n° 00012 du 20 mars 2017 Portant Cahier des Charges précisant les conditions et modalités techniques d'exercice des compétences et des ressources transférées par l'Etat aux communes dans le domaine de l'Hydraulique et de l'Assainissement.

### 4.2 Textes stratégiques

Programme Sectoriel Eau Hygiène Assainissement (PROSEHA), 2016, Ministère de l'Hydrauliques et de l'assainissement

Stratégie opérationnelle de promotion de l'hygiène et de l'assainissement de base (SOPHAB), 2014-2018, Ministère de l'Hydrauliques et de l'assainissement

### 4.3 Etudes et guides sur le rôle des collectivités nigériennes dans les services eau/assainissement au Niger

[Guide des services d'Alimentation en Eau Potable au Niger](#), 2010, Ministère de l'Eau

Ce guide des services d'alimentation en eau potable est élaboré pour définir et clarifier les missions et fonctions, les responsabilités et rôles, les tâches et les relations, des acteurs impliqués dans la construction, la gestion, le suivi et le contrôle des infrastructures d'alimentation en eau potable en prenant en compte les orientations nationales en matière de décentralisation et de déconcentration. Il décrit en particulier le rôle des communes nigériennes.

[Evaluation des performances de la gestion déléguée du service public de l'eau en milieu rural au Niger](#), 2016, Union européenne, Luxdev, Coopération suisse

Cette étude analyse le partenariat entre les Communes (maîtres d'ouvrage) et des entreprises qu'elles contractent pour d'une part exploiter les systèmes (les délégataires) et d'autre part les accompagner dans le suivi- évaluation des performances et la gestion des fonds approvisionnés

par les redevances incluses dans le prix de l'eau payé par les usagers (les SAC/SPE). Elle avait pour objectif de capitaliser cette expérience et d'en évaluer les performances et sa capacité à répondre aux attentes des usagers.

[Renforcer la commune dans l'organisation des services d'eau potable et d'assainissement](#), 2015, pS-Eau

Ce guide s'adresse aux acteurs locaux (collectivités, associations, agences de l'eau, etc.) engagés dans des programmes de coopération internationale dans ces pays apportent leur soutien aux communes dans l'organisation des services d'eau potable et d'assainissement.

Il leur donne des repères pour définir leur stratégie d'appui en suivant trois grandes étapes :

- Étape 1 - Identifier les compétences à renforcer
- Étape 2 - Définir les modalités d'appui
- Étape 3 - Préparer la mise en œuvre des mesures d'accompagnement

[Appui à la maîtrise d'ouvrage communale : Pour un service public "eau et assainissement" pérenne](#), 2016, Eau vive

Dans ce recueil, Eau Vive a identifié les bonnes pratiques, les difficultés et a souhaité capitaliser et partager son expérience en matière d'appui aux acteurs communaux dans la maîtrise d'ouvrage des services publics eau/assainissement.

[Participation du secteur privé national dans le secteur de l'eau et de l'assainissement : Le cas du Niger](#), 2016, WSP

Le présent document a pour objet de montrer comment le secteur privé national participe à la prestation de services d'eau et d'assainissement au Niger. Il décrit les facteurs de succès et les défis à relever pour mettre à contribution les ressources et la motivation du secteur privé afin d'améliorer et de préserver les services.

[Gouvernance locale, la délivrance de quatre biens publics dans trois communes nigériennes](#), 2011, Lasdel

Le présent rapport, rédigé en mai 2010, propose une synthèse des résultats provisoires obtenus par les chercheurs du LASDEL travaillant au Niger sur la délivrance de quatre « biens publics » (accouchement sans risque, sécurité, marchés, eau et assainissement). Les travaux interrogent plusieurs variables pouvant expliquer une meilleure délivrance des services à l'échelle locale : la coordination entre acteurs et institutions locales, le rôle décisif de réformateurs locaux, les usages stratégiques par des acteurs locaux des inputs institutions de l'aide extérieure, la privatisation informelle, le système des cotisations, les organisations corporatistes à base marchande, les formes d'organisation du travail et de gestion des ressources humaines, et les mobilisations collectives.